

## DIRECTIVE DROITS DES CONSOMMATEURS

### ÉTAT DES LIEUX DES NEGOCIATIONS AMENDEMENTS DU PARLEMENT EUROPEEN

**ACCORD AU CONSEIL  
16 DECEMBRE 2010**

#### I. Etat des lieux des négociations

---

Le Conseil est parvenu le 8 décembre à un accord informel (« approche générale de la majorité qualifiée ») sur la proposition de directive sur les droits des consommateurs. Le texte exact de l'accord n'est pas encore connu. L'accord informel a été formalisé lors du COREPER du 20 décembre, sans débat (voir document séparé).

Sous l'impulsion inattendue de la présidence belge de l'Union, les Etats membres ont reconfiguré le projet de texte, en supprimant certains chapitres (les clauses abusives et la garantie) et en limitant le champ d'harmonisation maximale.

La Commissaire Viviane Reding a salué cette « *avancée importante qui permettra au Parlement de faire avancer ce dossier au début de 2011* ». Le Bureau européen des Unions de consommateurs voit en revanche dans cette approche générale « *un accord précipité qui ne contribuera guère à améliorer la protection des consommateurs européens* », car « *la directive verra un nombre important de ses dispositions supprimées et que les articles restants seront modifiés pour forcer une harmonisation complète des droits des consommateurs à travers l'UE* »

Les réactions françaises : « *Le texte initial était très en-deçà de notre protection. Par rapport à il y a un mois, nos positions ont bien été défendues* », se satisfait l'entourage de Frédéric Lefebvre. Si UFC Que choisir reste prudent, « *l'état des négociations est désormais intéressant* », juge Reine-Claude Mader, de la CLCV, notamment en matière de vices cachés. « *C'est un moindre mal* », estime Valérie Gervais, présidente de ConsoFrance. « *Une solution efficace et pragmatique* », juge de son côté le Medef.

En janvier, le Parlement européen examinera à son tour le texte initial de la Commission (et le millier d'amendements proposés), avant un vote en mars en plénière. D'ici là, la Commission, le Conseil européen et le Parlement confronteront leurs versions du texte.

Le vote en plénière est prévu en mars 2011.

## II. Amendements du Parlement européen

### Calendrier :

Janvier 2011 : Examen des amendements

Janvier ou février 2011 : Vote des amendements

Mars-Mai 2011 : Négociations entre le Conseil et le Parlement pour atteindre un accord en première lecture

Ci-après, les amendements du Parlement portant sur les questions soulevées par l'ACSEL et en particulier sur les contrats mixtes. Les solutions proposées, notamment par les parlementaires français, ont le mérite d'augmenter la sécurité juridique mais penchent plutôt en faveur des consommateurs que des professionnels.

### ARTICLE 12

#### Amendement 851

Emilie Turunen

#### Proposition de directive

#### Article 12 – paragraphe 2 bis (nouveau)

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

**2 bis. Le délai de rétractation prend fin quatorze jours après la plus tardive des dates suivantes:**

**a) la date de la conclusion du contrat;**

**b) la date où la partie qui jouit du droit de rétractation reçoit de l'autre partie des informations adéquates sur ce droit;**

**c) si l'objet du contrat est la livraison de marchandises, la date de réception des marchandises;**

**d) si l'objet du contrat est mixte (portant à la fois sur des biens et sur des services), la date où l'opération la plus tardive a lieu (livraison des biens ou fourniture des services);**

**e) la date de réception du contrat par le consommateur.**

Or.en

#### *Justification*

*Le point de départ de la période de rétractation doit être lié aux obligations d'information du professionnel*

## Amendement 843

Tiziano Motti

### Proposition de directive

#### Article 12 – paragraphe 2 – alinéa 2

Texte proposé par la Commission

Dans le cas d'un contrat à distance **portant sur la vente de biens**, le délai de rétractation commence à courir le jour où le consommateur ou un tiers autre que le transporteur et désigné par le consommateur prend matériellement possession **de chacun des biens commandés**.

Amendement

Dans le cas d'un contrat **mixte conclu** à distance **ou hors établissement**, le délai de rétractation commence à courir **soit** le jour où le consommateur ou un tiers autre que le transporteur et désigné par le consommateur prend matériellement possession **du bien, soit le jour où le service entrant dans l'objet du contrat mixte est exécuté (ou mis à la disposition de l'utilisateur) ou encore – dans le cas d'un service de longue durée – le jour où est lancée l'exécution dudit service (ou sa mise à la disposition de l'utilisateur)**.

## Amendement 850

Catherine Stihler

### Proposition de directive

#### Article 12 – paragraphe 2 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

**2 bis. Le délai de rétractation prend fin quatorze jours après la plus tardive des dates suivantes:**

- a) la date de la conclusion du contrat;**
- b) la date où la partie qui jouit du droit de rétractation reçoit de l'autre partie des informations adéquates sur ce droit; ou**
- c) si l'objet du contrat est la livraison de marchandises, la date de réception des marchandises;**
- d) si l'objet du contrat est mixte (portant à la fois sur des marchandises et sur des services), la date où l'opération la plus tardive a lieu (livraison des marchandises ou fourniture des services).**

Or.en

#### Justification

*The ability to withdraw from a distance contract or an off-premises contract is a fundamental consumer right. It is necessary to enable consumers to withdraw from a contract once they have been given the opportunity to sample a good (in the same way as they would be able to do on the high street) or from a contract they have been rushed into (for example, by an aggressive salesman). It is therefore particularly important that this right is set out fairly, clearly, simply and in a way that ensures it will be effective. The withdrawal period must be linked to the receipt by the consumer of information from the trader about his right to withdraw. Otherwise consumers could lose their right to withdraw before they knew such a right existed.*

## Amendement 852

Evelyne Gebhardt

Proposition de directive

Article 12 – paragraphe 2 bis (nouveau)

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

**2 bis. Le délai de rétractation prend fin quatorze jours au plus tard après:**

- a) la date de la conclusion du contrat;**
- b) la date où la partie qui jouit du droit de rétractation reçoit de l'autre partie des informations adéquates sur ce droit; ou**
- c) si l'objet du contrat est la livraison de marchandises, la date de réception des marchandises;**
- d) si l'objet du contrat est mixte (portant à la fois sur des marchandises et sur des services), la date où l'opération la plus tardive a lieu (livraison des marchandises ou fourniture des services).**

## Amendement 853

Damien Abad, Philippe Juvin, Constance Le Grip

Proposition de directive

Article 12 – paragraphe 2 bis (nouveau)

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

**2 bis. Toutefois, en matière de vente de biens à distance, la période de rétractation ne peut prendre fin avant 14 jours à compter du jour où le consommateur a pris livraison des marchandises.**

**Lorsqu'une commande faite par le consommateur porte sur plusieurs biens qui sont livrés séparément, la période de rétractation court à compter de la livraison de chaque bien.**

**Lorsque la commande porte sur un lot composé de plusieurs biens ou de services, la période de rétractation court à compter du moment où le consommateur a pris livraison du dernier élément composant le lot.**

Or.fr

### *Justification*

*En lien avec l'amendement au 12 para 1. Cette rédaction vise à simplifier les propositions faites par le rapporteur aux amendements 98, 99, 100, 101 et 103. Elle instaure une règle de principe (le délai court à partir de la conclusion du contrat), une exception (en matière de vente à distance le délai court à compter de la livraison) et deux précisions des situations particulières.*

## Amendement 860

Damien Abad, Philippe Juvin, Constance Le Grip

### Proposition de directive

#### Article 12 – paragraphe 4

##### *Texte proposé par la Commission*

4. **Les États** membres **s'abstiennent d'**interdire aux parties d'exécuter leurs obligations **contractuelles** pendant le délai de rétractation.

##### *Amendement*

4. **Pour les contrats à distance, les États** membres **ne peuvent pas** interdire aux parties d'exécuter leurs obligations **telles que prévues par la présente directive** pendant le délai de rétractation. **Pour les contrats hors établissement, le présent article est sans préjudice des dispositions nationales fixant, à l'intérieur du délai de rétractation, une période pendant laquelle l'exécution du contrat ne peut commencer.**

Or.fr

##### *Justification*

*Il importe de préserver certaines dispositions dans le droit des États membres qui ont pour objet de protéger les consommateurs en situation de faiblesse, comme par exemple la possibilité de conserver à l'intérieur même de la période de rétractation d'une période pendant laquelle la fourniture du bien ou du service ne peut intervenir et le paiement ne peut s'effectuer. Cette règle posée pour les contrats hors établissements reprend celle définie par la directive "crédit à la consommation" en son article 14.7.*

## ARTICLE 17

## Amendement 922

Anna Maria Corazza Bildt

### Proposition de directive

#### Article 17 – paragraphe 1 – alinéa 1

##### *Texte proposé par la Commission*

Lorsque, dans le cadre d'un contrat de vente, la possession matérielle des biens a été transférée au consommateur ou, à sa demande, à un tiers avant expiration du délai de rétractation, le consommateur dispose d'un délai de quatorze jours suivant la communication de sa rétractation au professionnel pour renvoyer ou rendre les biens au professionnel ou à une personne habilitée par ce dernier à les réceptionner, sauf si le professionnel propose de récupérer lui-même ces biens.

##### *Amendement*

Lorsque, dans le cadre d'un contrat de vente, la possession matérielle des biens a été transférée au consommateur ou, à sa demande, à un tiers avant expiration du délai de rétractation, le consommateur dispose d'un délai de **sept jours dans le même pays et de** quatorze jours **pour une transaction transfrontalière** suivant la communication de sa rétractation au professionnel pour renvoyer ou rendre les biens au professionnel ou à une personne habilitée par ce dernier à les réceptionner, sauf si le professionnel propose de récupérer lui-même ces biens.

Or.en

## Amendement 924

Jürgen Creutzmann

### Proposition de directive

#### Article 17 – paragraphe 1 – alinéa 1

##### *Texte proposé par la Commission*

Lorsque, dans le cadre d'un contrat de vente, la possession matérielle des biens a été transférée au consommateur ou, à sa demande, à un tiers avant expiration du délai de rétractation, le consommateur dispose d'un délai de **quatorze jours** suivant la communication de sa rétractation au professionnel pour renvoyer ou rendre les biens au professionnel ou à une personne habilitée par ce dernier à les réceptionner, sauf si le professionnel propose de récupérer lui-même ces biens.

##### *Amendement*

Lorsque, dans le cadre d'un contrat de vente, la possession matérielle des biens a été transférée au consommateur ou, à sa demande, à un tiers avant expiration du délai de rétractation, le consommateur dispose d'un délai de **sept jours** suivant la communication de sa rétractation au professionnel pour renvoyer ou rendre les biens au professionnel ou à une personne habilitée par ce dernier à les réceptionner, sauf si le professionnel propose de récupérer lui-même ces biens.

Or.de

## Amendement 926

Małgorzata Handzlik

### Proposition de directive

#### Article 17 – paragraphe 1 – alinéa 1

##### *Texte proposé par la Commission*

Lorsque, dans le cadre d'un contrat de vente, la possession matérielle des biens a été transférée au consommateur ou, à sa demande, à un tiers avant expiration du délai de rétractation, le consommateur dispose d'un délai de **quatorze** jours suivant la communication de sa rétractation au professionnel pour renvoyer ou rendre les biens au professionnel ou à une personne habilitée par ce dernier à les réceptionner, sauf si le professionnel propose de récupérer lui-même ces biens.

##### *Amendement*

Lorsque, dans le cadre d'un contrat de vente, la possession matérielle des biens a été transférée au consommateur ou, à sa demande, à un tiers avant expiration du délai de rétractation, le consommateur dispose d'un délai de **sept** jours suivant la communication de sa rétractation au professionnel pour renvoyer ou rendre les biens au professionnel ou à une personne habilitée par ce dernier à les réceptionner, sauf si le professionnel propose de récupérer lui-même ces biens.

Or.en

##### *Justification*

*This amendment is justified to avoid situations which would be too burdensome for the trader. The current proposal for Article 17(1) may mean, in certain cases, that the consumer would be entitled to be in possession of the good for around 28 days (14 days to communicate withdrawal plus 14 extra days from the day of communication to return the goods). This is disproportionate and too burdensome on the trader. Additionally the consumer should be aware that as soon as he decides to withdraw from the contract, he has to send back the good. It is also in the interest of the consumer if he wishes to receive his payment back as soon as possible. Full level of harmonization.*

## ARTICLE 19

### Amendement 968

Tiziano Motti

#### Proposition de directive

#### Article 19 – paragraphe 1 – point a

##### *Texte proposé par la Commission*

a) aux services dont l'exécution a commencé, avec l'accord préalable exprès du consommateur, avant l'expiration du délai de quatorze jours visé à l'article 12;

##### *Amendement*

a) aux services dont l'exécution a commencé, avec l'accord préalable exprès du consommateur, **inscrit sur un support durable**, avant l'expiration du délai de quatorze jours visé à l'article 12 (**qu'ils soient rendus dans le cadre d'un contrat de vente ou d'un contrat de services, ou qu'ils fassent partie d'un contrat mixte**);

Or.it

##### *Justification*

*Le problème des contrats combinant biens et services n'est pas correctement traité. Par exemple, un consommateur qui acquiert un téléphone et commence à utiliser tant le téléphone que l'abonnement qui va avec, doit avoir le droit de renvoyer le téléphone – le cas échéant – mais non de mettre fin à l'abonnement qui y était associé.*

## ARTICLE 21

### Amendement 1061

Robert Rochefort

#### Proposition de directive

#### Article 21 – paragraphe 1

##### *Texte proposé par la Commission*

1. Le présent chapitre s'applique aux contrats de vente. **Sans préjudice de l'article 24, paragraphe 5, lorsque le contrat est un contrat** à objet mixte portant à la fois sur des biens et des services, **le présent chapitre ne s'applique qu'**aux biens.

##### *Amendement*

1. Le présent chapitre s'applique aux contrats de vente.

**L'article 26, paragraphe 1, point c), s'applique également aux contrats** à objet mixte portant à la fois sur des biens et des services.

**1 bis. Les articles 23 bis et 23 ter s'appliquent aussi aux contrats de services et aux contrats à objet mixte portant à la fois sur des biens et des services.**

Or.fr

##### *Justification*

*Ajout de dispositions pour les contrats mixtes. Lorsque le contrat est un contrat à objet mixte portant à la fois sur des biens et des services, le consommateur doit pouvoir prétendre à la résolution de l'intégralité du contrat s'il ne lui est pas possible de tirer significativement parti du service sans disposer du bien qui l'accompagne. Par ailleurs, cohérence avec les deux nouveaux articles 23 bis et 23 ter.*

Marc Jamet